

# L'Union politique, maintenant !

Jean-Dominique GIULIANI  
*Président de la Fondation Robert Schuman*

**L**e plus préoccupant, dans les difficultés que traverse l'Europe, c'est incontestablement le doute profond qui s'est emparé de ses citoyens et particulièrement de ses élites.

On savait l'unification européenne inachevée. La crise, importée d'Outre-Atlantique, mais qui, en fait, concerne toute l'économie occidentale, est venue la frapper à l'un des pires moments de son édification.

Les Européens s'étaient un peu abandonnés aux facilités qu'offrent un niveau de vie exceptionnel, des solidarités organisées et un confort inégalé. Ils avaient relâché leur effort d'intégration, « posé le sac », en espérant que le « continent béni des Dieux » continuerait ainsi à leur offrir le meilleur, c'est-à-dire la croissance, la technologie, les emplois, la santé. Las ! Les transformations du monde exigent, de nouveau, une mobilisation de tous. Et là, par fatigue ou blasés, les Européens semblent baisser les bras !

Il n'y a pas de quoi ; ce n'est pas le moment et ce serait le pire des choix. Depuis 2007, l'Union européenne est l'ensemble politique qui s'est le plus transformé pour faire face à la crise. Pacte Euro plus, 6 pack, 2 pack, Traité budgétaire (TSCG) ont amélioré une gouvernance prise en défaut. Leurs effets vont se faire sentir dans la durée. L'Union et ses États membres constituent aussi l'ensemble qui a le plus mobilisé de moyens pour réagir à la crise financière. Si on additionne les actions de la Banque centrale européenne (achats de dettes publiques, LTRO), celles des États membres (Plans de relance, recapitalisation des banques), les plans de soutien aux États en difficulté (Grèce, Irlande, Portugal), les moyens financiers mobilisés représentent l'équivalent de 3 Plan Marshall (3 x 1 000 milliards \$). L'Europe a fait face à la crise, l'Euro a résisté. Pouvait-il en être autrement ?

Certes la crise n'est pas terminée. La situation est fragile et exige beaucoup de courage de

la part des gouvernants ; elle est fonction des échéances politiques et des événements mondiaux ; elle dépend aussi d'un climat social tendu. Les politiques économiques sont contestées et nul ne sait vraiment – experts, spécialistes, ministres – comment retrouver une situation plus stable, comment réussir une sortie de la crise.

Mais à ce stade de la situation, rien ne serait pire que d'abandonner la ligne droite qui doit conduire à une intégration réussie des économies européennes, à défaut de progresser dans les autres domaines des Affaires étrangères et de la sécurité.

Cela nécessite aujourd'hui un vrai débat sur « l'Union politique », c'est-à-dire sur les conditions dans lesquelles une Europe économique intégrée doit satisfaire aux exigences démocratiques élémentaires. Si l'heure n'est pas aux « mécanos institutionnels », qu'il faudra bien aborder un jour, elle doit être celle des débats sur les finalités et les moyens de la construction européenne.

Voulons-nous une Europe à plusieurs vitesses et comment ? Quelle réponse claire apporter aux tendances centrifuges à l'intérieur des États comme entre eux ? Pouvons-nous continuer à nous intégrer avec autant d'États membres ou convient-il d'aller de l'avant avec ceux de la zone Euro qui y sont disposés ? Quels contrôles démocratiques mettre en place et comment ? Autant de questions que les citoyens se posent et qui doivent être discutées. Faute de quoi les citoyens se détourneraient durablement de l'Europe.

L'urgence de telles réponses est évidente au regard des transformations du monde. Elles sont positives quand la majeure partie de la planète accède désormais au développement, quand les technologies ont entamé une course folle à l'invention qui n'est pas près de s'arrêter, quand les échanges s'accroissent comme autant de freins aux conflits en nouant des dépendances impensables il y a peu encore.

Elles sont négatives quand des conflits anciens pèsent encore sur la stabilité de régions entières, quand les murs et les barrières ne cessent de se multiplier pour des raisons politiques, quand le terrorisme aveugle s'oppose au rapprochement des hommes de bonne volonté pour établir la paix. Plus les Européens regardent le monde, plus ils doivent se convaincre que la taille pertinente du XXI<sup>ème</sup> siècle est bien celle du continent ; que leurs ressemblances sont supérieures à leurs différences ; qu'ils ont déjà réussi une intégration inédite dans l'histoire et qu'on n'a pas fait tout cela pour rien ; qu'ils sont tout près d'une Union politique véritable capable d'assurer l'avenir du continent européen, c'est-à-dire de leurs identités et de leur mode de vie, plus sûrement que par tout autre moyen.

C'est maintenant qu'il faut la faire. A quelques-uns ou tous ensemble, mais vite !